



COMMUNIQUÉ DE PRESSE

OPC demande à la Commission des Services au Public du District de Columbia de rejeter les Plans de Tarification Pluriannuelle de Pepco, de recourir à des principes traditionnels pour établir les tarifs et de mettre en place un Groupe de travail pour fournir une aide aux consommateurs impactés par la pandémie liée à la COVID-19

27 juillet 2020

Washington, DC -- L'Office of the People's Counsel est de nouveau intervenu auprès de la Commission Service Public de DC (DCPSC) en réaction à la proposition faite par Pepco de mettre en place un Plan de Tarification Pluriannuelle Amélioré qui aurait pour conséquence une augmentation des tarifs de 135 millions de dollars sur trois ans. L'OPC demande à ce que la Commission rejette ce Plan de Tarification Pluriannuelle ainsi que le plan initial soumis le 30 mai 2019 car ni l'un ni l'autre ne sont dans l'intérêt du consommateur.

«Je ne peux que souligner l'importance de la décision à prendre dans cette affaire. Pepco suggère de changer radicalement la façon dont les tarifs de l'électricité sont établis. Ce qui complique la décision, c'est le fait que l'économie du District de Columbia souffre de la pandémie en cours et pourrait s'aggraver dans les mois qui suivent. L'intervention

de l'OPC et de l'ensemble des parties dans cette affaire montre que Pepco n'a pas fait ce qu'il fallait pour obtenir une approbation. Contrairement aux affaires traditionnelles liées aux tarifs, si la Commission approuve ce nouveau format pour l'établissement des tarifs, l'impact sur les consommateurs sera un impact à long terme et irréversible », a déclaré Sandra Mattavous Frye du People's Counsel.

L'intervention de l'OPC prouve clairement et explicitement qu'il est nécessaire de rejeter les propositions faites par Pepco. L'intervention, consultable via ce [lien](#):

- 1) indique que les deux propositions de MRP (Plans de tarification pluriannuelle) ne répondent pas aux critères de la Commission concernant un établissement alternatif des tarifs;
- 2) prouve que les consommateurs devront faire face à des tarifs élevés et excessifs dans les années qui suivront l'approbation de cette proposition;
- 3) démontre que Pepco n'a pas réalisé d'analyse suffisante en ce qui concerne les projections de coûts ou des profils d'utilisation de l'électricité pour justifier de l'impact de la COVID-19;
- 4) explique comment l'approbation de la proposition de Pepco restreindra la capacité de la Commission à examiner en détail les coûts lors de la validité du Plan de Tarification Pluriannuelle; et
- 5) souligne le fait que Pepco demande aux consommateurs de financer des programmes d'aide au moment où ils sont le moins en mesure de le faire.

«Nous demandons instamment à la Commission de reconnaître que les résidents du District de Columbia font face à une crise sanitaire sans précédent, à une urgence économique et à un taux de chômage élevé sans perspective claire d'amélioration. L'OPC implore la Commission de prendre une décision qui prenne en compte les difficultés économiques rencontrées par les consommateurs et qui permette à Pepco de fournir un service sûr, adapté et fiable à un prix juste et raisonnable. Pepco ne doit pas être autorisé à prospérer tandis que les consommateurs sont contraints de payer des tarifs excessifs.»

L'intervention de l'OPC propose une alternative raisonnable au MRP inapproprié de Pepco, une alternative qui permet à la Commission

d'établir des tarifs sur la base des principes traditionnels d'établissement des tarifs et de mettre en place un groupe de travail chargé d'identifier et de développer des programmes d'aide afin de soutenir les consommateurs pendant la pandémie.

«J'appelle les consommateurs à exprimer leur opposition aux plans de tarification pluriannuelle de Pepco et les appelle à demander à la Commission de rejeter ces propositions», a déclaré Mme Mattavous-Frye de People's Counsel.

Faites nous part de vos commentaires par voie électronique à [https://edocket.dcpsc.org/public/public comments](https://edocket.dcpsc.org/public/public_comments) ou par courrier à l'adresse: Commission Secretary, Public Service Commission of the District of Columbia, 1325 G Street NW, Washington, DC 20005.
Attention: Affaire n° 1156.

Contact médias:

Doxie McCoy
Responsable de l'information publique
(202) 261-1180
dmccoy@opc-dc.gov